

# MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Commune de PEYROLLES  
Mairie  
ARBOUS  
30124 PEYROLLES  
Tél: 04 66 85 13 01



## Cahier des Clauses Administratives Particulières

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHE - EMBLEMENTS	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.3 BIS - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	5
1.4 - CONTROLE TECHNIQUE	5
1.5 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	5
1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
1.7 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	5
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 : PRIX</b>	<b>6</b>
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	6
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	7
3.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	7
<b>ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>7</b>
4.1- GARANTIE FINANCIERE	7
4.2- AVANCE	8
<b>ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>8</b>
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
5.2 - APPROVISIONNEMENTS	9
5.3 - TRANCHES OPTIONNELLES	9
5.4 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	9
<b>ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</b>	<b>10</b>
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
6.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	11
6.3 - PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE	11
6.6 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	12
<b>ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>12</b>
7.1 - PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
7.2 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
<b>ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>12</b>
8.1 - PIQUETAGE GENERAL	12
8.2 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS	12
<b>ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</b>	<b>13</b>

<b>9.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>13</b>
<b>9.2 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER</b>	<b>13</b>
<b>9.3 - PLAN D'ASSURANCE QUALITE</b>	<b>14</b>
<b>9.4 - REGISTRE DE CHANTIER</b>	<b>14</b>
<b><u>ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION</u></b>	<b><u>14</u></b>
<b><u>ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</u></b>	<b><u>14</u></b>
<b>11.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER</b>	<b>14</b>
<b>11.2 - EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS</b>	<b>14</b>
<b>11.3 - SIGNALISATION DES CHANTIERS</b>	<b>14</b>
<b>11.4 - APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES</b>	<b>14</b>
<b><u>ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER</u></b>	<b><u>14</u></b>
<b>12.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER</b>	<b>14</b>
<b>12.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX</b>	<b>15</b>
<b>12.3 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX</b>	<b>15</b>
<b>12.4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION</b>	<b>15</b>
<b>12.5 - TRAVAUX NON PREVUS</b>	<b>16</b>
<b><u>ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX</u></b>	<b><u>16</u></b>
<b>13.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION</b>	<b>16</b>
<b>13.2 - RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE</b>	<b>16</b>
<b>13.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES</b>	<b>16</b>
<b><u>ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES</u></b>	<b><u>16</u></b>
<b>14.1 - DELAIS DE GARANTIE</b>	<b>16</b>
<b>14.2 - GARANTIES PARTICULIERES</b>	<b>16</b>
<b>14.3 - ASSURANCES</b>	<b>18</b>
<b><u>ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE</u></b>	<b><u>18</u></b>
<b><u>ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE</u></b>	<b><u>18</u></b>
<b><u>ARTICLE 17 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</u></b>	<b><u>18</u></b>
<b><u>ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</u></b>	<b><u>18</u></b>

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales**

#### 1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent **cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)** concernent :

**Réalisation des travaux nécessaires au SDAEP : Remise à la côte des accessoires, manipulation, fourniture et pose d'appareils de mesure et de vannes de sectionnement**

**Lieu(x) d'exécution :** Commune de Peyrolles

#### **Dispositions générales:**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Charges.

Le présent contrat est soumis aux obligations du Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. Ce texte prévoit notamment l'envoi des déclarations de travaux (DT) et des déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT).

#### 1.2 - Décomposition en tranches et lots

Les travaux ne sont **pas allotis**.

Les travaux comprennent :

- **Tranche ferme**
  - ✓ Fourniture et pose d'appareils de débits, équipable et pouvant être reliés à une télésurveillance
  - ✓ Remise à la côte des différents accessoires
  - ✓ Manipulation et vérification du bon fonctionnement des accessoires
- **Tranches optionnelles**
  - ✓ Tranche optionnelle 1 : Fourniture et pose de la vanne n°2
  - ✓ Tranche optionnelle 2 : Fourniture et pose de la vanne n°9
  - ✓ Tranche optionnelle 3 : Fourniture et pose de la vanne n°14
  - ✓ Tranche optionnelle 4 : Fourniture et pose de la vanne n°17
  - ✓ Tranche optionnelle 5 : Fourniture et pose de la vanne n°18
  - ✓ Tranche optionnelle 6 : Fourniture et pose de la vanne n°20
  - ✓ Tranche optionnelle 7 : Fourniture et pose de la vanne n°21
  - ✓ Tranche optionnelle 8 : Fourniture et pose de la vanne n°33

L'exécution de chacune des tranches optionnelles sera subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire par ordre de service.

### 1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**ENTECH Ingénieurs Conseils**  
**Parc scientifique**  
**et environnemental**  
**BP 118**  
**34140 Mèze**

Le maître d'œuvre est : **M Copin, Directeur**

La mission du maître d'œuvre est **une mission témoin (AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR)**

### 1.3 bis - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet.

### 1.4 - Contrôle technique

Sans objet

### 1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

### 1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au **pouvoir adjudicateur** par le titulaire **du marché**. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution **du marché**.

**Le pouvoir adjudicateur** adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution **du marché**. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation **du marché** est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution **du marché**, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

### 1.7 - Confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

## **Article 2 : Pièces constitutives**

Les pièces contractuelles **du marché** sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

### **A) Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)
- Les annexes au CCTP
- Le bordereau des prix unitaires
- Le détail estimatif
- Le dossier technique de présentation de l'offre de l'entreprise dont le contenu est fixé en annexe au règlement de la consultation (RC)

### **A) Pièces générales :**

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales

**La signature des pièces constitutives du marché vaut acceptation de la totalité des dispositions contenues dans le marché.**

## **Article 3 : Prix**

### **3.1 - Caractéristiques des prix**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés selon les stipulations de l'acte d'engagement :

- par application des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis comme suit :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
Pluie	100 mm pendant 24 h constatée au poste météorologique ou au pluviographe le plus proche
Gel	-10°C pendant 6 h par période de 24 h (avec neutralisation de la période de nuit 22 h – 6h) constatée au poste météorologique le plus proche
Vent	Vitesse de 50m/s, mesurée 6 fois par période de 8h constatée au poste météorologique le plus proche, sur au moins 4h différentes de la journée
Neige	20 cm pendant 24 h

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : **Nîmes-Courbessac**

### 3.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

Formule
$C_n = I(d-3)/I_0$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation,
- I<sub>0</sub> : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- d : mois de début d'exécution des prestations,
- I(d-3) : valeur de l'index de référence au mois « d » diminué de 3 mois (sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3).

L'index de référence I, publié(s) au **Moniteur des Travaux Publics** ou par l'**INSEE**, est l'index **TP01 Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010** appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
TP01	Tous les prix

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

### 3.3 - Répartition des dépenses communes

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

## **Article 4 : Clauses de financement et de sûreté**

### 4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

#### 4.2- Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance.

**Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire [du marché](#), avec les particularités détaillées [à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016](#).

## **Article 5 : Modalités de règlement des comptes**

### 5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

**Les demandes de paiement** seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux . Les acomptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 4 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- [le nom ou la raison sociale du créancier ;](#)
- [le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;](#)
- [le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;](#)
- [le numéro du compte bancaire ou postal ;](#)
- [le numéro du contrat ;](#)



- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés (incluant, le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**Commune de PEYROLLES**  
**Mairie**  
**ARBOUS**  
**30124 PEYROLLES**  
**Tél: 04 66 85 13 01**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 5.2 - Approvisionnements

Sans objet.

## 5.3 - Tranches optionnelles

- Tranche optionnelle 1 : Fourniture et pose de la vanne n°2
- Tranche optionnelle 2 : Fourniture et pose de la vanne n°9
- Tranche optionnelle 3 : Fourniture et pose de la vanne n°14
- Tranche optionnelle 4 : Fourniture et pose de la vanne n°17
- Tranche optionnelle 5 : Fourniture et pose de la vanne n°18
- Tranche optionnelle 6 : Fourniture et pose de la vanne n°20

- Tranche optionnelle 7 : Fourniture et pose de la vanne n°21
- Tranche optionnelle 8 : Fourniture et pose de la vanne n°33

L'exécution de chacune des tranches optionnelles sera subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire par ordre de service

#### 5.4 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments de l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants directs :
  - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
  - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention «Autoliquidation» pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
  - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :
  - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
  - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

## **Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes**

### 6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

### 6.2 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
Pluie	15 mm pendant 24 h constatée au poste météorologique ou au pluviographe le plus proche
Gel	0°C pendant 6 h par période de 24 h (avec neutralisation de la période de nuit 22 h - 6h) constatée au poste météorologique le plus proche
Vent	Vitesse de 20 m/s, mesurée 6 fois par période de 8h constatée au poste météorologique le plus proche, sur au moins 4h différentes de la journée
Neige	Couche résiduelle de 5 cm constatée sur le site des travaux

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : **Nîmes-Courbessac**.

Une prolongation des délais sera décidée par **le pouvoir adjudicateur** lorsque le titulaire du marché constate une différence entre les plans fournis par les exploitants de réseaux et la réalité du sous-sol. **Le pouvoir adjudicateur** supportera seul les frais de ce retard. Les actions complémentaires non prévues dans le marché initial feront l'objet d'un avenant à la charge **du pouvoir adjudicateur**.

### 6.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

En cas de retard dans la préparation du chantier, le titulaire subira les pénalités journalières suivantes : **250,00 Euros par jour**

Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de **500,00 Euros pendant 30 jours puis 250,00 Euros par jour au-delà**

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **250,00 Euros** par absence.

Le titulaire du marché ne pourra pas se voir infliger des pénalités de retard dans le cas où le retard dans l'exécution des travaux fait suite, soit à l'absence de réponse aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) des exploitants de réseaux, soit à l'arrêt des travaux après la constatation d'une différence notable entre l'état du réseau et les plans fournis par les exploitants de réseaux.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le **pouvoir adjudicateur** applique une pénalité correspondant à **10 %** du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 6.6 - Sécurité et protection de la santé

En cas de non respect des délais fixés aux articles 8.1 et 8.4.5 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 Euros, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du C.C.A.G.-Travaux.

## **Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits**

### 7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### 7.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.A.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G.-Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'oeuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par : L'entrepreneur

## **Article 8 : Implantation des ouvrages**

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'oeuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché.

### 8.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué contrairement, suivant le degré de précision indiqué au cahier des charges, dans les conditions de l'article 27.2.3 du C.C.A.G.-Travaux.

### 8.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué contrairement avec le maître d'oeuvre qui aura convoqué les exploitants des ouvrages dans les conditions de l'article 27.3 du C.C.A.G.-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

## **Article 9 : Préparation et Coordination des travaux**

### 9.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation d'une durée de **30** jours. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.). Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis dans un délai de **30** jours à compter du début de la période de préparation.

L'entrepreneur doit remettre un dossier d'exécution (liste non exhaustive) comprenant :

- le détail des installations de chantier
- la maquette du panneau de chantier
- les demandes et réponses à ses DICT
- copie des arrêtés délivrés par les organismes compétents
- les plans de localisation des sondages de reconnaissance, les résultats de ses sondages avec interprétations ou tout autre mode de reconnaissance (type géoradar)
- les plans d'exécution comprenant vues en plans, profil en long et plans de détail
- les fiches fournitures, matériaux envisagés pour l'exécution du chantier
- les fiches procédures relevant du PAQ, SOGED

### 9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

#### **A) Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire sont les dispositions prévues dans le Code du travail

#### **B) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

#### **C) Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **200,00** Euros, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais fixés par l'article 9 du présent document.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### 9.3 - Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions suivantes : cf CCTP.

### 9.4 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution [marché](#) pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **Article 10 : Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard **15** jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.-Travaux.

## **Article 11 : Installation et organisation du chantier**

### 11.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### 11.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants : [Evacuation en décharge autorisée au frais et sous la responsabilité de l'entrepreneur](#)

### 11.3 - Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière. La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions suivantes : [La mise en place de la signalisation de chantier est réalisée et assurée par le titulaire du marché.](#)

### 11.4 - Application de réglementations spécifiques

Sans objet.

## **Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### 12.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet [du marché](#), est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

La gestion et l'évacuation des déchets de chantier seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

### 12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent C.C.A.P.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 500,00 Euros par jour de retard.

### 12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

#### 12.3.1 - Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou par le C.C.T.P.

Ces essais et contrôles seront exécutés :

- sur le chantier par : l'entrepreneur en ce qui concerne les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux et les ouvrages ou parties d'ouvrage définis dans le CCTP.
- en usine par : l'entrepreneur en ce qui concerne les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux et les ouvrages ou parties d'ouvrage définis dans le CCTP.

Les dispositions de l'article 24.3 du C.C.A.G.-Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en oeuvre sont applicables à ces essais.

#### 12.3.2 - Le maître d'oeuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit par application de la décomposition du prix forfaitaire, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

### 12.4 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'oeuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, une pénalité égale à 500,00 Euros par jours de retard sera appliquée sur les sommes dues au(x) titulaire(s).



### 12.5 - Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

## **Article 13 : Réception des travaux**

### 13.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception des ouvrages désignés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies dans le CCTP.

Les opérations préalables à la réception se dérouleront conformément au CCTP.

La date d'achèvement des travaux est celle de la réception.

La réception est prononcée après constatation :

- De la conformité des installations au projet,
- D'un fonctionnement ne révélant ni défectuosité d'ordre hydraulique, mécanique ou électrique, ni difficulté d'exploitation, ni nuisances anormales.

Elle prend effet à la date d'achèvement des travaux sous réserve de l'exécution concluante des essais de garantie ultérieurs définis dans le CCTP.

Les épreuves à réaliser avant la réception sont définies au CCTP. La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles mentionnés du cahier des charges.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'oeuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

Le délai maximal dans lequel le maître d'oeuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

### 13.2 - Réception partielle et prise de possession anticipée

Sans objet.

### 13.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

## **Article 14 : Garanties et assurances**

### 14.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est fixé à 12 mois.

### 14.2 - Garanties particulières

#### 14.2.1 – Garantie sur les ouvrages de génie civil et bâtiment

La garantie décennale s'applique aux ouvrages et bâtiments conformément à l'article 1792 du code civil.



#### 14.2.2 - Garantie particulière d'étanchéité

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des parties suivantes :

[Abri, ouvrages enterrés, réseaux fluides divers.](#)

pendant un délai de **10 ans** à compter de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le cahier des charges.

#### 14.2.3 - Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection suivant :

[Ensemble des pièces métalliques.](#)

sur les parties suivantes :

[Toutes parties.](#)

pendant un délai de **5 ans** et son aspect pendant un délai de **5 ans**, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le cahier des charges.

#### 14.2.4 – Garanties particulières sur l'inox

Garantie anticorrosion des équipements et accessoires en inox : 10 ans

#### 14.2.7 - Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations ci-après :

[Matériel électronique et électrique.](#)

pendant un délai de **2 ans** à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai de **15 jours** à compter de [La réception de l'ordre d'intervention: téléphone, télécopie, courrier...](#) , que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages, en application des critères et dans les termes définis par le cahier des charges.

En cas d'urgence, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de **5 jours** à compter de l'ordre d'intervention.

Le titulaire sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

#### 14.3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat

- d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code civil.

Le maître de l'ouvrage n'a pas prévu la souscription d'une «POLICE GLOBALE DE CHANTIER».

Le maître de l'ouvrage n'a pas prévu la souscription d'une «POLICE UNIQUE DE CHANTIER GENIE CIVIL».

### **Article 15 : Résiliation du marché**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par [le pouvoir adjudicateur](#), le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à **5,00 %**.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés [aux articles 48 et 51 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015](#) ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément [à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016](#), il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

### **Article 16 : Droit et langue**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif [de Montpellier](#) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

### **Article 17 : Clauses complémentaires**

Sans objet.

### **Article 18 : Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du [C.C.A.P.](#), sont apportées aux articles suivants :

[L'article 1.3b déroge à l'article 28.2.3 du C.C.A.G. Travaux](#)  
[L'article 6.3 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux](#)  
[L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux](#)  
[L'article 9.2 déroge à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux](#)  
[L'article 9.4 déroge à l'article 28.5 du C.C.A.G.-Travaux](#)  
[L'article 12.2 déroge à l'article 19.1 du C.C.A.G.-Travaux](#)

L'article 13.1 déroge à l'article 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. Travaux

**Dressé par :**

**Lu et approuvé**

**Le :**

**(signature)**